

MISSION POLITIQUE EN PALESTINE : BANDE DE GAZA ET EN CISJORDANIE

1^{er} au 8 mars 2009

Me voici de retour ce matin de la mission politique en Palestine, présidée par Charles Josselin, ancien Ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie (1997-2002) et actuel Président de Cités unies France. Cette délégation Française se composait d'une quinzaine d'élus issus du Grand Ouest et de la Banlieue parisienne. Elle a eu pour but de voir sur place les conséquences de l'offensive militaire israélienne menée dans la bande de Gaza en décembre –janvier 2009 et de définir l'utilisation qui serait faite du fonds d'urgence créé par l'association Cités unies France.

Une conférence de presse sera organisée à Bruxelles et une restitution est également prévue avec le réseau France Palestine.

D'ores et déjà, voici quelques lignes pour témoigner de ce que j'y ai vu, entendu et ressenti.

Gaza c'est 1,6 millions d'habitants sur une bande de terre longue de 40 kms. Selon les chiffres, obtenus auprès des autorités israéliennes, et rapportés par l'équipe d'experts qui assiste l'Autorité palestinienne dans la négociation sur le statut de la Palestine, les trois semaines de l'offensive militaire israélienne qui ont débuté le 27 décembre 2008 ont fait 1314 morts (dont 49 combattants du Hamas, 412 enfants, 110 femmes) et 5 300 blessés (dont 1815 enfants et 795 femmes). 4000 habitations ont été détruites. Sur place à Gaza, nous avons pu constater que les différentes destructions étaient ciblées sur des installations économiques, culturelles ou politiques. La zone industrielle de Gaza est complètement détruite, le Parlement palestinien financé par l'Union européenne et achevé depuis quelques mois seulement, n'est plus que ruine. Des bâtiments publics, hôpitaux, le théâtre de Gaza, des écoles américaines ont été détruits.

Au mépris des conventions de Genève, l'agence des nations unies, l'UNRWA, qui intervient à Gaza notamment dans le domaine de l'éducation en apportant des enseignements auprès de 200 000 élèves et dans le domaine de la santé (via 20 centres) a été victime d'une attaque aux bombes au phosphore. Le hangar qui stockait papiers, manuels scolaires, vivres a été totalement détruit. Aux dégâts matériels auraient pu s'ajouter des pertes humaines puisque se trouvait à proximité de ce hangar une station essence et les réserves d'essence pour les véhicules de l'UNRWA. La visite sur le terrain nous donne une impression de frappes chirurgicales ciblées en connaissance de cause, impression confirmée par le directeur de l'UNRWA, John Ging. Celui-ci est fermement décidé à déposer plainte au niveau international pour le non respect du droit international qui protège notamment les agences des nations unies même s'il sait que le combat sera long et que sans doute du côté israélien l'erreur humaine sera invoquée.

La stratégie israélienne semble d'avoir été de saper les bases symboliques, économiques et sociales d'un Etat palestinien. En choisissant des cibles telles que l'UNRWA, en détruisant les infrastructures économiques de Gaza, en maintenant le blocus de la bande de Gaza qui bloque le passage de livres et manuels scolaires, Israël semble vouloir faire sombrer la population dans le désespoir et la laisser aux mains du Hamas, qui au final a enregistré très peu de pertes au regard des souffrances subies par les civils.

Comme nous l'a indiqué Alexis Maslow, chef de l'UNSCO, le bureau de coordination spéciale des nations unies, les Gazaouis constituent les populations les plus diplômées du Moyen orient voire du monde. Le taux d'éducation est ainsi de 98%, contre 50% en Egypte et 35% en Jordanie. Nous sommes loin de l'image des Palestiniens terroristes comme ce que la propagande d'Israël souhaiterait nous faire croire. Lors de notre séjour à Gaza, j'ai fait une rencontre émouvante d'un jeune Palestinien qui a souhaité témoigner devant ma caméra afin de dire au monde « que les habitants de Gaza n'étaient pas des terroristes mais des humains qui souhaitaient la paix et la liberté » « Fatah ou Hamas peu lui importait ».

J'ai été frappée également par le fait que la Palestine est un territoire qui « ne s'appartient pas ». Le sort des Palestiniens dépend de la position des Israéliens bien sûr et en partie des pressions menées par

la communauté internationale. Le changement de présidence américaine fournit quelques espoirs d'évolutions de la situation. Lors de notre rencontre le jeudi 5 mars, le Premier ministre Palestinien Salam Fayyad venait de rencontrer Hilary Clinton la veille. Sa demande repose sur quatre points : arrêter les constructions de colonies, arrêter l'entrée de militaires dans les villes où l'Autorité Palestinienne existe, donner le droit aux Palestiniens de se déplacer librement en Cisjordanie et de la Cisjordanie vers Gaza, reconnaissance par Israël des deux Etats. La venue de la représentante américaine aux Affaires étrangères a eu pour effet immédiat de suspendre un projet de construction de nouvelles colonies.

Londres a décidé, quant à elle, de boycotter les produits issus des colonies juives de Cisjordanie. A quand une décision de l'Union européenne en ce sens ?

Depuis notre rencontre, Salam Fayyad, Premier ministre Palestinien, a démissionné du gouvernement, évènement qui pourrait être la première étape préalable à la mise sur pied d'un gouvernement d'Union nationale entre le Fatah et le Hamas. Un tel gouvernement mettrait fin aux divisions Palestiniennes encouragées par Israël (poursuite du blocus de Gaza, offensive militaire, etc...) et lèverait l'objection que celle-ci oppose aux Palestiniens pour ne pas négocier.

Les récentes élections législatives en Israël vont donner le gouvernement le plus à droite que ce pays n'a jamais eu. Le Premier ministre Palestinien qui a réaffirmé devant nous que l'Autorité palestinienne reconnaissait l'existence d'Israël attend une position claire du futur nouveau gouvernement qu'elle aille ou non dans le sens d'une reconnaissance d'un Etat Palestinien. Si Benjamin Netanyahu ne reconnaît pas la Palestine, cela forcera également la communauté internationale à avoir une position claire, nous a-t-il indiqué. La communauté internationale pourra t-elle continuer à être aussi indulgente vis-à-vis d'Israël ? Que se passera-t-il alors ? L'Etat israélien poursuivra-t-il sa politique de pourrissement de la situation avec poursuite de la colonisation de la Cisjordanie, politique de fait accompli qui poussera les Palestiniens à s'exiler, tant leurs conditions de vie seront rendues insupportables ? Ou bien Israël choisira t-il de donner la nationalité israélienne aux Palestiniens ? Cette issue semble cependant peu probable vu que la démographie des Palestiniens est plus importante que celle des juifs.

Certains me diront que le conflit dans la bande de Gaza ne nous concerne pas et que ce n'est pas notre conflit. Je souhaiterais leur répondre que la France est pourvoyeur de colons, dont l'installation en Cisjordanie rend caduque la réalité d'un territoire palestinien. La Cisjordanie est en effet un territoire mité par les colonies qui voient leur nombre augmenté. Fin 2005 on comptait 13 000 colons Français ; en 2009, on en dénombre 18 000. La croissance des migrations est exponentielle surtout à Jérusalem, nous a confirmé, le Consul de France à Jérusalem, Alain Rémy.

Ceci montre l'interdépendance de notre monde. Les actes réalisés ici ont des impacts là-bas et en l'occurrence en Palestine. L'antisémitisme et le rejet de la France par certains juifs Français sont une des motivations des migrations. Aussi agir contre la politique de colonisation d'Israël passe par une dénonciation ferme des actes antisémites en France. A l'échelle d'une ville comme Aubervilliers, le fait de mener des actions en faveur d'un vivre ensemble reconnaissant les différences de chacun et en même temps en réaffirmant des principes de vie partagés par tous prend tout son sens. Avec ses 120 nationalités et plus, la ville d'Aubervilliers est le miroir direct des interactions entre ici et là-bas. Même si les migrations ne sont que la partie émergée des liens qui nous unit avec l'étranger.

L'association Cités unies France a créé un fonds d'urgence pour la reconstruction de Gaza. Les élus de la mission ont choisi d'orienter majoritairement les sommes recueillies vers l'association ACTED qui intervient sur place en subventionnant des agriculteurs dont la production est ensuite donnée aux habitants ainsi que vers la reconstruction de l'hôpital détruit que nous avons visité. Le reliquat des dons sera versé à l'association des droits de l'Homme en Palestine.

L'association Cités unies France organise une mission politique en Israël en octobre prochain.

Véronique Le Bihan
Maire adjointe
Conseillère communautaire
Le 8 mars 2009